

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ AUX PERSONNES ÂGÉES EN FRANCE

Les retraités émigrés sont concernés

Dans Le Soir Retraite du 19 mars 2008, vous avez évoqué l'allocation de solidarité aux personnes âgées pour les retraités de France ayant une retraite faiblement rémunérée. Je suis un retraité de France mais résidant en Algérie. Ma retraite (couple) ne dépasse pas 262 euros. Ai-je droit à cette allocation de solidarité ?

Ali Tehami, Boumerdès

ASPAS ou allocation de solidarité aux personnes âgées. L'ASPAS peut être attribuée, sous condition de ressources, aux personnes qui n'ont pas suffisamment cotisé aux régimes de retraite pour pouvoir bénéficier d'un revenu suffisant, à l'âge de la retraite. L'ASPAS remplace une dizaine de prestations qui fusionnent en une allocation unique. Toutefois l'ensemble de ces anciennes prestations est maintenu si l'adhérent ne fait pas de demande d'ASPAS pour intégrer le nouveau dispositif. Les anciennes allocations remplacées par l'ASPAS sont les suivantes : l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS) ; l'allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS) ; l'allocation aux mères de famille (AMF) ; l'allocation spéciale vieillesse ; l'allocation vieillesse agricole (AVA) ; l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) ; l'allocation viagère aux rapatriés ; la majoration versée pour porter le montant d'une pension de vieillesse au niveau de l'AVTS et le secours viager.

Les bénéficiaires. Sont concernées : les personnes âgées de 65 ans et plus ;

les personnes âgées de 60 à 65 ans et reconnues inaptes au travail ; les personnes seules (célibataires, veuves, divorcées, séparées), les concubins ou partenaires liés par PACS. Elles doivent percevoir une pension de retraite ; être de nationalité française, réfugiée, apatride ou posséder un titre de séjour attestant la régularité du séjour en France ; résider en France ou dans un État de l'Union européenne ; avoir des ressources inférieures à un plafond (643,29 euros par mois pour une personne seule et 1126,77 euros par mois pour un couple au 01/01/2008).

Le montant. Il est égal à la différence entre le montant de la retraite du bénéficiaire et le montant du minimum de ressources garanties aux personnes âgées. Le montant de l'ASPAS est fixé en fonction de vos ressources. Montant maximum de l'ASPAS au 01/01/2008 : 628,10 euros par mois pour les personnes seules, et 1126,77 euros par mois lorsque les deux conjoints, concubins ou partenaires liés par un PACS en bénéficient. Votre allocation vous sera attribuée en même temps que votre retraite si vous déposez votre demande au même moment que votre demande de retraite ou dans les 3 mois qui suivent le premier paiement de votre retraite. Dans les autres cas, votre allocation vous sera payée le premier jour du mois qui suit la date de réception de votre demande d'allocation.

Remarques : Son attribution s'accompagne d'un certain nombre d'autres

avantages : exonération de l'impôt sur le revenu, des impôts locaux (taxe foncière et taxe d'habitation) et de la redevance audiovisuelle, gratuité des transports en commun dans la plupart des villes, avantages tarifaires divers... La demande est à adresser à la caisse du régime de retraite de base dont dépend principalement l'assuré, au moyen d'un formulaire.

CERTIFICAT DE RÉSIDENCE EN FRANCE DE DIX ANS MENTION «RETRAITÉ»

Circulation facilitée pour les anciens émigrés. Plusieurs lecteurs, anciens émigrés retraités et revenus s'installer en Algérie, nous posent souvent la question à propos des nouvelles dispositions de l'accord algéro-français relatives à l'obtention notamment d'un certificat de résidence en France de dix ans mention «retraité». Nous publions ci-dessous les conditions d'obtention de ce certificat. Ce certificat de résidence est attribué à tout ressortissant algérien qui a justifié d'une résidence habituelle en France, qui y a exercé une activité professionnelle et a cotisé par là même à un système de retraite.

Bénéficiaires. Le ressortissant algérien qui a résidé en France sous le couvert d'un certificat de résidence de dix ans a établi sa résidence habituelle hors de France et est titulaire d'une pension contributive de vieillesse liquidée au titre d'un régime de base français de Sécurité sociale. La pension peut être de droit propre — retraite allouée à la personne qui a elle-même cotisé, ou de

droit dérivé — pension de réversion pour la veuve du retraité décédé.

Droits ouverts par le certificat. Le certificat de résidence portant la mention «retraité» permet à son titulaire d'entrer à tout moment en France pour y effectuer des séjours d'une durée maximum d'un an. L'intéressé est ainsi dispensé de solliciter un visa d'entrée. Le titre ne permet pas l'exercice d'une activité professionnelle. Droits du conjoint. Le conjoint du titulaire du certificat mention «retraité», qui a résidé régulièrement en France avec lui, bénéficie d'un certificat lui conférant les mêmes droits, qui porte la mention «conjoint de retraité».

Démarches. La demande de certificat est déposée soit auprès de la préfecture française de résidence soit, si le demandeur vit hors de France, auprès du consulat ou de l'ambassade du pays où il a établi sa résidence habituelle. Dans ce dernier cas, le préfet compétent pour délivrer le titre est celui du département où il déclare vouloir séjourner, même temporairement, pour Paris, le préfet de police.

Pièces à fournir. Elles sont les mêmes que celles exigées pour la délivrance d'une carte de séjour mention «retraité» ou «conjoint de retraité» aux autres ressortissants étrangers, régime général.

Renouvellement du certificat. Le certificat mention «retraité» est renouvelé de plein droit.

Coût. Le certificat est délivré et renouvelé gratuitement.

COURRIER DES LECTEURS

Pas d'augmentation des pensions de «retraite proportionnelle»

Je suis un retraité ayant bénéficié en avril 2003 d'une retraite proportionnelle après 31 ans de travail. La pension que je percevais était de 6 900 DA. Après deux années d'ancienneté et la revalorisation annuelle de 4% du 1^{er} Mai de chaque année — donc 2005, 2006 et 2007, ma pension actuelle est de 7 974,15 DA. Donc je me demande pourquoi le président de la République a décidé d'augmenter toutes les pensions de retraite inférieures à 10 000 DA et sans distinction de retraite et d'âge. Alors que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a pris sa décision de nous exclure de cette mesure et cela en violation de la loi de finances 2006. Donc je perds entre juillet 2006 jusqu'au mois de mai 2007, 2 0300 DA par mois, et à partir du mois de mai 2007 jusqu'à ce jour 2000 DA par mois.

Je me suis dit que peut-être j'aurais de l'espoir lorsque la FNTR s'est engagée à défendre mes droits lorsque j'ai appris l'exclusion de son secrétaire général. Au lieu que son successeur exige l'application de la loi de finances, il passe son temps à se féliciter et à rendre hommage à ce ministre qui est la cause de nos malheurs. C'est une aberration pour les syndicalistes : il vaut mieux qu'ils restent chez eux et cessent de parler à mon nom puisqu'ils sont incapables de nous défendre. Le seul journal qui parle de nous c'est *Le Soir d'Algérie*. Sur ce, je souhaite qu'il parle de mon problème qui est sûrement celui de beaucoup d'autres, car ce que je perçois est insuffisant, vu le

niveau de vie et je suis malheureux. Merci infiniment d'être la voix des laissés-pour-compte.

M. Imloul Youcef

RÉPONSE : Selon la loi relative à la retraite, les pensions de retraite proportionnelle et sans conditions d'âge sont liquidées de manière définitive et ne sont ni révisables ni portées au minimum des pensions de retraite tel que prévu par l'article 16 de la loi 83/12. Ce qui pourrait expliquer que le gouvernement ait décidé d'exclure des augmentations de juillet 2006 les bénéficiaires de ce type de pension.

Un dossier de retraite en souffrance

J'ai l'honneur, pour la première fois, d'écrire à la rubrique *Le Soir Retraite* qui aide et oriente vos lecteurs face à une bureaucratie têtue et inhumaine. Voudriez-vous étudier mon cas et m'éclairer par votre réponse ? En effet, au début de décembre 2007, je me suis présenté à l'agence CNR de Tamanrasset, les employés examinent mon dossier de retraite de plus de 32 années de travail et m'orientent vers le directeur, qui, après un moment d'attente, me reçoit. Sans hésiter, il me demande l'accord écrit de mon employeur (une banque publique). Le 25 décembre 2007, je remets ma requête (accompagnée des attestations de travail requises) à mon directeur, agence BDL de Tamanrasset. Le 30 décembre 2007, elle est transmise, par voie hiérarchique et par courrier, à la direction des ressources humaines (DRH) de la BDL à El-Achour via Ghardaïa. Un mois et vingt jours sont passés, je n'ai reçu aucune nouvelle de la part de mon employeur. Je suis désespéré et exaspé-

ré. Que dois-je faire ? A qui m'adresser pour obtenir ma retraite et cela après trente-sept années de service ? Je suis démoralisé et épuisé par toute cette période de travail.

Djilali Hamdaoui, Tamanrasset.

RÉPONSE : Est-ce que ce lecteur a enfin obtenu gain de cause ? Si non, nous lui demandons de nous écrire à nouveau en nous indiquant les raisons qui bloquent le traitement de sa demande de départ à la retraite.

Retraite militaire et augmentation des pensions

Je voudrais savoir si la Caisse nationale de retraite militaire est concernée par la revalorisation (ICAR) conformément à l'ordonnance 06-04 du 15 juillet 2007.

RÉPONSE : L'article 29 de l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006 (et non pas de 2007) portant loi de finances complémentaire pour 2006 parue au Journal officiel de la République algérienne n° 47 du 19 juillet 2006, stipule : «Il est créé une indemnité complémentaire mensuelle (ICPRI) au profit des titulaires de pensions de retraite et des titulaires de pensions d'invalidité de 2^e et 3^e catégories telles que définies par l'article 36 de la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales. Cette indemnité est attribuée aux pensions du régime des salariés dont le montant mensuel est inférieur à dix mille dinars (10 000 DA). Il est créé une indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires d'allocations de retraite (ICAR) du régime des salariés dont le montant mensuel est inférieur à sept

mille dinars (7 000 DA). Le montant de l'ICAR varie de 10 à 50% en fonction du niveau de l'allocation perçue selon un barème fixé par voie réglementaire. L'ICPRI et l'ICAR sont à la charge du budget de l'Etat.

Les dispositions du présent article prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2006». Comme les lecteurs l'auront constaté, cette disposition ne concerne que le régime des salariés, par conséquent les retraités militaires ne sont pas inclus.

Retraite sans condition d'âge

Pouvez-vous nous éclairer sur la loi 83-12 relative à la retraite qui a été modifiée et complétée, dans son article 16 concernant les pensions sans condition d'âge. Date de la modification ; quelles en sont les modalités ? Que doit-on savoir sur la retraite sans condition d'âge avec plus de 15 ans de cotisations ?

RÉPONSE : Retraite sans condition d'âge : si vous totalisez un minimum de 32 années de travail et d'assurance, vous pouvez bénéficier sur votre demande d'une pension de retraite complète avec jouissance immédiate. Retraite proportionnelle : elle vous est attribuée lorsque vous-même en exprimez la demande et si vous remplissez les conditions suivantes : être âgé au moins de 50 ans ; justifier d'un minimum de 20 années de travail et de cotisation à la Sécurité sociale ; pour les travailleurs salariés de sexe féminin, l'âge et la durée d'activité sont réduits de 5 ans, portant ainsi l'âge à 45 ans et la durée de travail à 15 ans.

